



**HAL**  
open science

## Populismes dans les Amériques

Luc Capdevila, François Vergniolle de Chantal, Jean-Christian Vinel

► **To cite this version:**

Luc Capdevila, François Vergniolle de Chantal, Jean-Christian Vinel. Populismes dans les Amériques. IdeAs : idées d'Amérique, 2019. hal-02358147

**HAL Id: hal-02358147**

**<https://hal.science/hal-02358147>**

Submitted on 11 Nov 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Populismes dans les Amériques

Luc Capdevila (Université de Rennes 2 - ARENES)

François Vergniolle de Chantal (Université de Paris – LARCA)

Jean-Christian Vinel (Université de Paris – LARCA)

Au cours des dix dernières années, le populisme s'est affirmé comme une notion souvent clef dans l'analyse de l'évolution politique et sociale d'un grand nombre de pays européens ou américains. Son usage reste cependant très largement négatif car il désigne le plus souvent un appel direct au peuple basé sur le ressentiment contre les élites et/ou certains groupes sociaux, tout en prônant un arsenal de mesures « simples » et démagogiques. Il est d'ailleurs principalement utilisé pour dénoncer ses ennemis et il y a fort peu de responsables politiques – à l'exception par exemple de Jean-Luc Mélenchon de la France Insoumise, d'Hugo Chavez, ou encore des leaders de Podemos en Espagne (Chazel 2019) – qui revendiquent ce label avec fierté<sup>1</sup>. En d'autres termes, le populisme est perçu d'abord et avant tout comme une forme dégradée de la vie démocratique. C'est dans ce sens que l'analyse Pierre Rosanvallon (2011) en y voyant une triple simplification : d'abord une simplification politique en opposant un peuple fantasmé, homogène, à des élites corrompues ; ensuite une simplification institutionnelle en rejetant tout contrepoids face à la volonté populaire ; et enfin une simplification sociale, qui attribue au peuple une identité claire et définie<sup>2</sup>.

Mais le populisme est aussi une notion dont les pratiques et les styles sont très différents. Dans les Amériques, le populisme a ainsi été invoqué ces derniers temps pour désigner des courants et des sensibilités politiques très variés, en référence à des mouvements, des acteurs, voire des gouvernements tels que Occupy Wall Street, le Tea Party, Bernie Sanders, ou encore Donald Trump. Au sud, c'est notamment le cas des régimes que l'on qualifie aussi de national-populaires en Amérique latine : le Venezuela chaviste, la Bolivie dirigée par Evo Morales, l'Argentine sous les gouvernements Kirchner... ; tandis que le terme de populisme est également utilisé pour désigner des courants ultra-conservateurs, tel celui incarné par Jair Bolsonaro l'actuel président du Brésil, ou les gouvernements néo-libéraux des années 1990 (Fujimori au Pérou, Collor de Mello au Brésil, Bucaram en Équateur...). Ces derniers, tout en étant dirigés par des « hommes forts » élus dans des contextes de crise politique, avaient renoué avec des pratiques d'appel au peuple, d'immédiation avec la société selon de nouvelles procédures (cathodiques, par exemple dans les années 1990, numériques aujourd'hui), de pouvoir fortement incarné, en étant parfois directement issu des anciennes organisations populistes (Menem en Argentine). Mais en abandonnant les politiques redistributives et d'intervention économique caractéristiques des « vieux populismes en Amérique latine », ils participeraient des « néopopulismes » définis à partir de « la fusion entre populisme et néolibéralisme » qu'ils négocient (Freidenberg, 2007).

<sup>1</sup> « Mélenchon, le populisme assumé », France Inter, L'édito politique, 29 août 2017 : <<https://www.franceinter.fr/emissions/l-edito-politique/l-edito-politique-29-aout-2017>>.

<sup>2</sup> Pierre Rosanvallon, « Penser le populisme », 27 septembre 2011: <http://www.laviedesidees.fr/Penser-le-populisme.html>.

Dans ces conditions, nombreux sont ceux qui déniaient à la notion de populisme tout contenu : si le populisme n'est pas tant une idéologie, il se réduit dès lors à ses multiples usages. L'ubiquité masque en effet une certaine confusion conceptuelle (Mudde 2007, Hermet, 2001, Taguieff, 1997, Laclau, 2008), d'autant que le populisme semble être l'ombre de la démocratie (Arditti, 2004, Canovan, 1999). Si l'actualité du populisme témoigne du sentiment que les démocraties vacillent sous le poids de demandes économiques, sociales, identitaires et sécuritaires qui, souvent, prennent la forme d'une dénonciation des élites et d'une défense d'un peuple vertueux, sa substance reste floue. D'une part, parce que deux niveaux de discours – celui des acteurs et celui des analystes, qu'ils viennent des sciences sociales ou politiques – se mélangent dans les débats. D'autre part, parce que le caractère transnational et la diversité du phénomène tendent à masquer les différences séparant les cas nationaux. L'histoire du populisme en Europe est notamment fort différente de celles des États-Unis, du Canada et de l'Amérique latine. Sur le Vieux continent, le populisme renvoie en règle générale à des mouvements d'extrême-droite (Mudde, 2007), ou, comme le disait George Lavau (1970), à une « fonction tribunitienne » des partis de gauche. En revanche aux États-Unis, berceau du Parti éponyme, il constitue un langage politique traduisant une passion égalitaire issue de la révolution américaine (Kazin, 1995, Muller 2004). Quant à l'Amérique latine, souvent considérée comme sa « terre d'élection » (Hermet, 2001), qui en ferait le « paradigme du populisme moderne » (Dorna, 1999), il désigne d'abord un « populisme de gouvernement » plus que de « dénonciation » ou même « d'opposition » (Rosanvallon 2011), dont la diversité des expériences a profondément marqué le <sup>xx</sup>e siècle du sous-continent (Marques Pereira, Garibay, 2011), et dont les héritages restent forts dans les premières décennies du <sup>ii</sup>e millénaire. Mais la « fréquence » et « l'imprécision » du concept nécessitent d'affiner le contexte de son utilisation conduisant à qualifier une pluralité de mouvements et de régimes historiquement situés, et ce d'autant plus que, à quelques exceptions près, « personne ne se dit ou ne se prétend populiste » (Rouquié, [1987] 1998).

Aux États-Unis, le populisme a de profondes racines qui remontent à la fondation du pays. D'un point de vue théorique, les affinités entre le premier pays dont la constitution de 1787 stipule « We The People...Do » et le populisme, qui revendique les principes de base de la démocratie (règle majoritaire et souveraineté populaire), confirment à quel point le populisme suit en effet la démocratie comme son ombre (Arditti, 2004). Mais la relation entre les deux est néanmoins pleine de tensions, ce dont témoigne abondamment l'histoire des États-Unis. Dès les années 1780, les Pères fondateurs fédéralistes dénonçaient la « tyrannie de la majorité », une expression qui recoupe largement l'emploi contemporain de « populisme ». C'est pourquoi la constitution pensée par James Madison et les autres délégués de Philadelphie multipliait les « checks and balances » afin de contrer cette tyrannie tant redoutée. Depuis lors, quantité de mouvements populistes – de droite comme de gauche – ont critiqué ces « contrepoids » institutionnels comme autant de moyens de museler la parole du peuple. Comme l'écrivent Yves Mény et Yves Surel (2002), les mouvements populistes partagent l'idée que la démocratie ne signifie que le pouvoir du peuple. Ce faisant, ils exploitent volontiers le fossé entre les idéaux démocratiques – que l'on songe par exemple à la fameuse citation de Lincoln en 1863 louant le « government of, by, for the people » – et le fonctionnement élitiste de la démocratie représentative, telle qu'analysée par une série de

politistes et de théoriciens « réalistes », allant de Joseph Schumpeter, à Robert Dahl, Giovanni Sartori, sans oublier Bernard Manin. Cette critique est lancinante dans la vie politique américaine. Elle revient à intervalles réguliers avec néanmoins comme caractéristique singulière que ces mouvements populistes ne critiquent jamais la constitution. Ils peuvent appeler à sa réforme (c'est le cas à gauche), à son respect (c'est le cas à droite), mais jamais à son abolition.

La particularité étatsunienne réside aussi dans le fait que le populisme y est historiquement associé à des mouvements progressistes, à l'inverse des démocraties européennes où la très grande majorité des populismes sont de droite. De fait, c'est un journaliste du Kansas qui, en 1890, utilise pour la première fois le terme « populisme » en référence au *People's Party*, un tiers parti, qui se transforme en force politique majeure avec plus de 8% des suffrages à l'élection présidentielle de 1892. L'émergence de ce mouvement de protestation au sein de l'Amérique rurale, à un moment de transition entre un capitalisme de propriétaires individuels et un capitalisme dominé par les grandes entreprises, a nourri un large débat historiographique. En s'appuyant sur l'Ecole de Frankfort, Richard Hofstadter présentait le populisme comme une réaction irrationnelle et pathologique contre la modernisation économique ; il illustre à ses yeux le « style paranoïaque » de la vie politique américaine dont la droite libertarienne incarnée par Goldwater illustre le potentiel (Hofstadter 1955, 1964). Cette thèse, néanmoins, fut mise à mal par des historiens qui, dans le sillage de Lawrence Goodwyn, soulignaient l'imprégnation démocratique d'un mouvement disposant d'une forte dimension associative et dont l'influence législative fut également visible sur les premières lois encadrant le travail à l'usine, mais aussi sur certaines lois du *New Deal* (Goodwyn 1978, Postels 2007, Sanders, 1999). Certes, dans les années 1930, le populisme prit des accents menaçants, voire fascistes, avec Huey Long et Father Coughlin, mais comme le montre Alan Brinkley, il conservait une dimension démocratique et poussa Roosevelt et les *New Dealers* à adopter des réformes sociales importantes (Brinkley 1982).

De fait, toute la difficulté de l'analyse du populisme aux Etats-Unis tient à sa grande complexité au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Pour Michael Kazin, il faut en fait opérer un distinguo entre le *People's Party* et le langage populiste (au sens que l'historien Gareth Stedman Jones donne à ce terme) qu'il légua à la vie politique américaine. Ce langage, qui oppose un peuple vertueux et travailleur représentant l'essence de l'Amérique à une élite de parasites la menaçant, opère, selon Kazin, comme un substitut à une rhétorique de classe assumée, mais les démocrates et la gauche américaine n'en ont guère l'apanage : le populisme devient, à partir des années 1950, un rouage essentiel à la reconfiguration de la droite américaine, qui la met à profit pour critiquer les élites intellectuelles progressistes et leurs projets d'ingénierie sociale, attirant ainsi une partie de l'électorat ouvrier. Dans un contexte de tensions croissantes liées aux combats autour de la discrimination raciale et sexuelle dans l'emploi, aux guerres culturelles, et à la crise économique dans les années 1970, le populisme sert la défense d'une Amérique blanche et conservatrice. De George Wallace à Ronald Reagan et Pat Buchanan, ce populisme de droite fait l'éloge de l'Amérique au travail et critique parfois les lobbys de K Street mais son contenu idéologique et son rapport aux classes sociales reste ambigu, car il débouche sur des réformes qui reflètent les intérêts des élites économiques et participe ainsi à l'essor du néolibéralisme (Kazin 1995, 2017, Frank 2004).

Au total, la prégnance du populisme aux USA illustre ainsi l'absence de toute tradition marxiste d'ampleur – rendue encore plus marginale après la révolution bolchévique, puis la Guerre Froide – et le discrédit frappant les arguments liés à la classe qui en a été la conséquence. Cependant sa malléabilité et son ancrage à droite depuis près de soixante ans témoignent sans doute également de la nécessité de cerner ses liens avec l'histoire sociale et politique de l'Amérique péri-urbaine et l'anti-étatisme des classes moyennes qui y forment l'assise électorale du Parti républicain (McGirr, 2001).

Pour ces raisons, insérer Donald Trump dans la trame du populisme américain n'est guère aisé, ce qui explique sans doute que bien des observateurs préfèrent revenir à la thèse de Hofstadter, qui a retrouvé une certaine actualité. Nombreux furent ceux à décrier Trump comme une anomalie de la vie politique américaine, qui n'avait réussi à conquérir le Parti républicain, puis la présidence, qu'à la suite d'un concours de circonstances. Le phénomène Trump est néanmoins bien plus complexe que ces discours ne le laissent penser, notamment parce que son électorat est l'électorat traditionnel du Parti républicain, mais aussi parce que ses positions contre l'immigration et en faveur du protectionnisme font écho à la politique menée par le Parti républicain à la fin du XIXe siècle. Après des années de mobilisation conservatrice volontiers populiste, Trump peut certes représenter une forme d'épuisement de cette « révolution conservatrice » des dernières décennies. Mais il constitue surtout un parfait exemple de ce que P-A Taguieff définit comme un « populisme-attitude » (1997, p.15), indépendant des visions ou des traditions plus ou moins structurées, politiquement indéterminé, mais idéalisant le « populaire ». Qui plus est, l'administration Trump constitue une étape cruciale dans l'histoire américaine du populisme en ceci que ce dernier n'est plus seulement un mouvement extra-institutionnel, mais, bien au contraire, est installé au cœur du pouvoir.

En Amérique Latine, en revanche, l'expérience gouvernementale du populisme est bien plus importante. Le contexte d'émergence du terme de populisme en Amérique latine est lié au développement des sciences sociales dans le sous-continent, à la fin des années 1950/début des années 1960. Sociologues et politistes se sont alors appropriés le concept pour analyser les régimes autoritaires et nationalistes à l'origine des politiques de régulation et de redistribution, caractéristiques de la séquence qui venait de s'écouler (Quattrocchi-Woisson, 1997). D'abord appliqué au péronisme en Argentine (Germani, 1962 ; di Tella, 1964) et au gétulisme au Brésil (Cardoso, Weffort (eds.), 1970), le concept a été rapidement étendu à l'échelle du sous-continent pour appréhender la conjoncture des années 1920/1960, au cours de laquelle des partis (tels l'APRA au Pérou, le parti fébrériste au Paraguay, le MNR en Bolivie), des leaders n'ayant pas accédé aux affaires (Cesar Sandino au Nicaragua, Jorge Eliécer Gaitán en Colombie), des gouvernements (le Mexique post-révolutionnaire, Gualberto Villaroel en Bolivie, Velasco Ibarra en Equateur), ont incarné les réponses à la crise institutionnelle (fiction démocratique) et économique (modèle agro-exportateur) des républiques oligarchiques. Le dénominateur commun fut d'inscrire le « peuple » au cœur de leurs discours de mobilisation, qu'il ait été celui des « sans chemise » péronistes en Argentine, des « oubliés » en Équateur sous Velasco Ibarra, des « pauvres » au Brésil dirigé par Vargas, des « pieds nus » (pynandí) colorados au Paraguay.

Au-delà de la diversité des expériences nationales vécues, plusieurs éléments permettent de caractériser les singularités et l'historicité de ces populismes latino-américains. Généralement, les dirigeants ont été portés par une dynamique démocratique associée à l'extension du suffrage. Ils impulsèrent des politiques développementistes fondées sur la régulation étatique et la redistribution sociale. Les discours de mobilisation ont reposé sur une double polarisation : le peuple contre les élites, la nation contre les impérialismes. Ce sont en effet des régimes de mobilisation en phase avec les mouvements sociaux, fondés sur un fort encadrement syndical et/ou partisan. Enfin, la plupart de ces régimes se sont engagés dans une transformation limitée des structures socio-économiques, la nationalisation des secteurs stratégiques n'ayant que très rarement la réforme agraire pour corolaire. De sorte qu'ils ont abouti à un équilibre fragile en organisant l'« État de compromis », censé préserver la propriété des élites tout en répondant en partie aux attentes sociales des secteurs populaires et des classes moyennes.

Régimes de « transition » qui s'efforcèrent « d'intégrer les secteurs populaires dans l'ordre politique » (Rouquié, 1998), ils ont marqué une étape essentielle dans la construction du processus démocratique en Amérique latine. Les convocations électorales et l'extension du suffrage ont accompagné l'accession au pouvoir de Perón en Argentine en 1946 et 1952, d'Estenssoro en Bolivie en 1952, le retour de Vargas au Brésil en 1951. En ce sens, ces gouvernements « populistes » latino-américains ont généralement engagé et porté les politiques indigénistes du premier vingtième siècle, dans la perspective de tisser la nation, de cristalliser une identité nationale enracinée dans le territoire et fondée sur l'autochtonie, mais également d'intégrer l'ensemble des secteurs populaires, qu'ils fussent indiens, afro-latino-américains (Andrews, 2007), voire issus de l'immigration. Les conflictualités des années 1960 mettent en évidence les limites idéologiques des populismes historiques latino-américains. La voie révolutionnaire cubaine, la volonté de changement social dont la réforme agraire fut un des maîtres mots, ont rompu l'équilibre obtenu avec l'État de compromis et fracturé les mouvements, dont l'unité reposait parfois sur la seule expression de la fidélité à l'égard du leader ; tandis que les dictatures de guerre froide des années 1970 ont affirmé vouloir en finir avec l'« aberration populiste » (Quattrocchi Woisson, 1997).

Quant aux gouvernements réformistes des années 2000/2010, qualifiés à nouveau de « populistes » par leurs détracteurs (Panizza, 2008), ils ne peuvent être considérés que dans une mesure toute relative comme étant les héritiers des régimes du siècle passé ; la filiation avec les « vieux populismes » étant plus encore problématique lorsqu'il s'agit des « néopopulismes » contemporains articulant appel au peuple et mise en œuvre des politiques néolibérales et de soutien aux grandes firmes. Néanmoins les premiers furent d'abord le fruit de la consolidation démocratique, qui mit fin aux dictatures de guerre froide, et de l'alternance qui s'imposa à la suite de la crise sociale provoquée par deux décennies de politiques d'ajustement structurel et de dérégulation néolibérale. Au-delà des politiques redistributives et d'une action réelle contre la pauvreté engagée dans les années 2000 par les gouvernements de gauche, certains dirigeants ont certes renoué avec un pouvoir personnaliste, clivant, et des pratiques d'immédiation avec « le peuple », mais tout en articulant l'action gouvernementale avec des organisations de base, qu'elles soient associatives, communautaires, syndicales ou communales. Ces derniers éléments peuvent caractériser ces nouveaux « populismes » latino-américains. Mais à la différence de leurs prédécesseurs polyclassistes et « national-populaires », ils ont fonctionné dans un contexte démocratique

consolidé et se sont positionnés nettement à gauche sur l'échiquier politique national et international.

Dès lors, existe-t-il un modèle populiste ? américain ? Ou pourrait-on davantage convoquer un laboratoire américain, avec des expériences populistes diverses et de nombreuses singularités nationales, qui interrogent en particulier : les liens entre populisme et construction démocratique ; entre populisme et électoralisme ; entre populisme et participation ?

Ce numéro d'IdeAs propose un éclairage décalé sur la question en montrant, à partir d'études localement situées, comment les historiens, les sociologues et les politistes travaillant sur les Amériques du Sud et du Nord mobilisent la notion de populisme en regard de phénomènes sociaux, politiques et économiques dont elle permet de rendre raison. Qu'est-ce qui, dans une démocratie, différencie le populisme de l'appel aux suffrages des électeurs, et notamment celui des classes populaires ? Comme l'écrivaient Yves Mény et Yves Surel (2002), les mouvements populistes s'expriment et se comportent en effet comme si la démocratie se réduisait au pouvoir du peuple. Mais ce diagnostic général demande à être affiné, car les populismes, bien loin d'être en opposition systématique avec les sophistications de la démocratie libérale et représentative (Manin, 2005), se déclinent tout au long d'un continuum. Le populisme peut parfois prendre des formes qui sont toxiques pour la démocratie, mais il peut aussi, sous d'autres formes, réaliser ce que James Morone (1990) appelle le « vœu démocratique » (*Democratic Wish*). C'est pourquoi, et comme l'explique Joseph Lowndes dans son chapitre du *Oxford Handbook of Populism* (2017), « il est sans doute préférable d'analyser le populisme par ce qu'il fait que par ce qu'il est » (*[it is] perhaps better then to analyze not what populism was but what populism did*). Dans cette perspective, l'objectif de ce numéro est de contribuer à identifier des critères populistes à partir d'expériences et d'analyses tirées du continent américain, du Canada au Cône sud.

## Bibliographie

- Andrews, George Reid, *Afro-Latinoamérica, 1800-2000*, Madrid/Frankfurt am Main, Iberoamericana/Vervuert, 2007.
- Brinkley, Alan, *Voices of Protest: Huey Long, Father Coughlin and the Great Depression*, New York: Knopf, 1982.
- Canovan, Margaret, "Two Strategies for the Study of Populism", *Political Studies*, vol.30, n°4, 1982.
- Cardoso, Fernando Enrique y Weffort, Francisco, (Eds.), *América latina. Ensayos de interpretación sociológico-política*, Santiago de Chile, Editorial Universitaria, 1970.
- Chazel, Laura, « De l'Amérique latine à Madrid : Podemos et la construction d'un « populisme de gauche » », *Revue Pôle Sud*, n°50, 2019, p. 121-138.
- Di Tella, Torcuato, *El sistema político argentino y la clase obrera*, Buenos Aires, Eudeba, 1964.
- Dorna, Alexandre, *Le populisme*, Paris PUF, 1999.
- Freidenberg, Flavia, *La tentación populista. Una vía al poder en América latina*, Madrid, Editorial Síntesis, 2007.
- Germani, Gino, *Política y sociedad en una época de transición. De la sociedad tradicional a la sociedad de masas*, Buenos Aires, Paidós, 1962.
- Hermet, Guy, *Les populismes dans le monde*, Paris, Fayard, 2001.

- Kaltwasser, Cristóbal Rovira & al. (eds.). *The Oxford Handbook of Populism*, Oxford: Oxford University Press, 2017
- Kazin, Michael, *The Populist Persuasion*, Ithaca, Cornell UP, 1995. Nouvelle édition en 2017.
- Laclau, Ernesto, *La raison populiste*, Paris, Seuil, 2008.
- McGirr, Lisa, *Suburban Warriors, The Origins of the New American Right*, Princeton, Princeton UP, 2001.
- Marques-Pereira, Bérengère, Garibay, David, *La politique en Amérique latine. Histoires, institutions et citoyennetés*, Paris, Armand Colin, 2011.
- Panizza, Francisco, « Fisuras entre Populismo y Democracia en América Latina », *Stockholm Review of Latin American Studies*, n° 3, 2008, p. 81-93.
- Postels, Charles, *The Populist Vision*, New York, Oxford, 2007.
- Quattrocchi-Woisson, Diana, « Les populismes latino-américains à l'épreuve des modèles d'interprétation européens », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, n°56, 1997, p. 161-183.
- Rosanvallon, Pierre, « Penser le populisme », *laviedesidees.fr*, 2011.
- Rouquié, Alain, *Amérique latine. Introduction à l'extrême-Occident*, Paris, Seuil, 1998 [1987 1<sup>ère</sup> édition]
- Sanders, Elizabeth, *Roots of Reform, Farmers, Workers, and the American State, 1877-1917*, Chicago, The University of Chicago Press, 1999.
- Surel, Yves, Mény, Yves, 'Populism: The Pathology of Democracy?', in *Democracies and the Populist Challenge*, London: Palgrave, 2002, 3-6.
- Taguieff, Pierre-André, «Le populisme et la science politique: du mirage conceptuel aux vrais problèmes», *Vingtième Siècle*, n°56, octobre-décembre 1997, p.4-33.
- Wiles, Peter, «A Syndrome, Not a Doctrine: Some Elementary Theses on Populism», in Ghita Ionescu, Ernest Gellner, ed., *Populism. Its Meaning and National Characteristics*, London, Weidenfeld and Nicolson, 196